

Forum Politique pour le Développement: Webinaires thématiques

Aperçu

Au cours de la seconde quinzaine d'octobre et au début du mois de novembre, le FPD accueillera une série de webinaires thématiques visant à affiner la contribution de ses membres à l'exercice de programmation en cours de la CE. Ces échanges sont organisés dans le cadre du FPD virtuel, qui a démarré en avril avec une vaste consultation auprès de plus de 360 organisations et qui s'est poursuivi en juillet par une série de réunions régionales et une réunion mondiale coprésidée par Koen Doens, directeur général de la coopération internationale en septembre.

Les webinaires thématiques rassembleront des **experts techniques des réseaux FPD** et des fonctionnaires de la CE chargés de chaque priorité thématique. L'objectif des webinaires est de recueillir des recommandations des circonscriptions chargées de la gestion des finances publiques sur la manière dont la programmation et la mise en œuvre des priorités de l'UE peuvent: i) contribuer à la réduction des inégalités, assurer une transition juste et ne laisser personne de côté, ii) renforcer l'environnement propice et la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'accord de Paris et être soutenu par des partenariats multipartites aux niveaux mondial, national et local.

Dans le même ordre d'idées que les réunions régionales, les webinaires thématiques du FPD devraient être considérés comme faisant **partie d'un processus de consultation plus large** comprenant des contributions écrites au moyen d'outils virtuels et, le cas échéant, de suivi via courrier électronique, de manière à recueillir les informations techniques provenant des réseaux de FPD.

Thèmes et calendrier

Les webinaires auront lieu durant trois semaines consécutives, débutant le 20 octobre et se terminant le 3 novembre. Les webinaires thématiques se concentreront sur 3 priorités:

1. Une économie au service des personnes (20 octobre)

Alors que tous les acteurs jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre des ODD et des nouvelles priorités de la CE, les attentes en matière d'engagement du secteur privé sont de plus en plus élevées dans l'architecture financière actuelle. L'UE a recours au financement mixte pour mobiliser des ressources supplémentaires, tendance la plus évidente dans le plan d'investissement extérieur européen (PIE).

Toutefois, les membres du FPD se sont interrogés sur la valeur ajoutée de cette forme de financement. La participation directe des institutions financières privées et du secteur privé aux initiatives de coopération au développement financées par l'APD pose un certain nombre de questions en vue de réaliser des progrès économiques durables et inclusifs; garantir un travail décent; la réduction des inégalités; et le respect des droits de l'homme, ainsi que des normes sociales, du travail et environnementales. Les membres du FPD plaident en faveur de la transparence et de cadres clairs en matière de responsabilité et évoquent des preuves manifestes de l'importance des MPME et des entreprises inclusives et durables dans la construction d'une économie au service des citoyens, respectueuse de leurs droits et plaçant les personnes et la planète au premier plan. Le FPD attire l'attention sur le fait que, dans de nombreuses régions, soutenir l'économie «réelle» signifie atteindre l'énorme secteur informel.

2. Pacte vert (27 octobre)

L'ambitieux pacte vert pour l'Europe est plus important que jamais, car il doit orienter les efforts conjoints de relance. Les premiers retours d'information des membres du FPD montrent la nécessité d'aller de l'avant, tout en reconnaissant la nécessité d'une approche inclusive qui accorde une attention particulière aux femmes, aux groupes autochtones et aux autres communautés locales, tout en permettant la participation active des parties prenantes et la protection des droits de l'homme dans une transition juste. Les «Green Deals» qui guideront l'action extérieure de l'UE devraient associer tous les secteurs de l'économie et être soutenus par un mécanisme d'investissement global destiné à aider les pays partenaires à passer à des économies modernes, économes en ressources, diversifiées et compétitives. Les atouts de l'UE la placent en tête au niveau mondial en matière de protection des consommateurs et de droits des travailleurs, ainsi que dans les efforts visant à réduire son empreinte climatique et environnementale. Compte tenu de l'ampleur mondiale du changement climatique et de la perte de biodiversité, l'Europe intensifiera ses efforts nationaux et s'emploiera à mobiliser tous les acteurs du développement ainsi que d'autres nations pour atteindre nos ambitions communes en matière de développement durable à l'horizon 2030.

3. Numérisation (3 novembre)

La numérisation a acquis un rôle crucial dans nos économies et nos sociétés, entraînant des changements radicaux dans notre manière de travailler, d'apprendre et d'interagir avec d'autres dans notre vie quotidienne. Dans le contexte de la crise de la COVID-19, les technologies et solutions numériques se sont avérées être des atouts incontestables pour gérer l'urgence et renforcer la résilience sociale et économique. La transformation numérique s'accompagne de grandes possibilités de croissance et de développement, ainsi que de nouveaux défis et risques. Les nouvelles technologies et solutions numériques peuvent aider tous les pays, y compris les pays à faible revenu, à réaliser des progrès économiques et à améliorer le bien-être. Elles sont essentielles pour améliorer l'accès des citoyens aux services publics et privés par les canaux numériques, pour renforcer la responsabilité et la transparence des gouvernements à l'égard des citoyens et pour accroître les possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat pour tous. Dans le même temps, toutefois, la numérisation peut avoir des incidences ambiguës sur les

inégalités, en laissant de facto derrière ceux qui n'ont qu'un accès limité à la connectivité et à la technologie numériques et en mettant en péril les droits des citoyens, la protection des données et la démocratie dans des contextes où les aspects numériques ne sont pas bien réglementés. Il convient de s'attaquer à ces risques afin d'éviter l'élargissement des tendances existantes en matière d'inégalités socio-économiques, notamment en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes. Ce changement technologique nécessite donc des cadres solides en matière de gouvernance, de politique et de réglementation, qui accordent la priorité à une transformation numérique «centrée sur l'humain», avec une approche axée sur les droits de l'homme. En tenant compte de toutes ces considérations, l'UE s'efforcera de parvenir à une compréhension plus large des nombreux processus interconnectés qui sont en jeu, ce qui implique la promotion d'une approche multipartite pour gérer la complexité de la transformation numérique.

Méthodologie

Les discussions thématiques seront d'une durée maximale de 2 heures et seront animées par l'équipe d'assistance technique, éventuellement avec l'aide d'experts techniques désignés par la Task Team. Les participants disposeront d'informations générales pour préparer le débat, qui sera complété par une brève présentation sur le thème de chaque session, présentée par les collègues de la Commission traitant ces thèmes dans l'unité correspondante.

À des fins de facilitation et afin d'assurer la cohérence entre les réunions thématiques, nous examinerons les aspects qui ont marqué la plupart des débats tenus par le FPD depuis sa création. Les questions ci-dessous seront limitées en fonction des spécificités de chaque thème:

1. Comment la programmation et la mise en œuvre des priorités de l'UE (Pacte Vert/Numérisation/Économie au service des personnes) peuvent-elles **contribuer à réduire les inégalités, assurer une transition juste** et ne laisser personne de côté?
2. Comment **renforcer l'environnement propice** et la réalisation de l'accord de Paris et de l'Agenda 2030 (et donc les rôles et le travail de la société civile et des collectivités locales et régionales) à travers la mise en œuvre du Pacte Vert/Numérisation/Économie au service des citoyens?
3. Comment les **partenariats multipartites (et donc la société civile et les gouvernements locaux et régionaux)** peuvent-ils contribuer efficacement à la mise en œuvre du Pacte Vert/Numérisation/Économie au service des citoyens aux niveaux mondial, national et local?